

*Les crédits*

qualités que nous essayons de mettre en valeur pendant la période des questions, que nous soyons dans l'opposition ou que nous fassions partie du gouvernement. Ils ne tiennent pas compte de nos talents oratoires. Ils ne tiennent pas compte du pouvoir de persuasion de chacun d'entre nous, même si nous faisons notre travail avec le plus d'honnêteté et d'efficacité possible. Les sondages sont le reflet de la politique gouvernementale. La taxe sur les produits et services est imposée à la population du Canada en dépit de l'opposition de tous les premiers ministres provinciaux et de toutes les régions du pays. . .

**M. Wappel:** Et des Canadiens.

**M. Tobin:** . . . et des Canadiens. Il y a également les compressions budgétaires imposées à VIA Rail, un autre service fondamental pour les Canadiens et qui aurait pu nous permettre de nous diriger vers l'an 2000 avec confiance et le sentiment d'être prêts. Tous les premiers ministres provinciaux et les Canadiens s'opposent à ces compressions. Que les députés d'en face, et surtout les députés de l'arrière-ban qui appuient le gouvernement sachent que les yeux des Canadiens sont rivés sur eux, que la population du Canada les surveille. Elle pèse chacune de leurs paroles. Les Canadiens estiment que le temps est venu pour les députés de défendre les valeurs de leurs électeurs, de prendre parole, non pas pour s'opposer à un parti politique ou à un autre, mais pour faire valoir les aspirations légitimes des Canadiens.

Je dis—et je sais que beaucoup de gens pensent comme moi—à ceux qui gardent le silence que les Canadiens s'impatientent et qu'il ne faut pas les pousser à bout. Prenez position en faveur de la réforme parlementaire, en faveur du Canada, faites le pour vous-même parce que je sais qu'en votre âme et conscience, vous ne pouvez pas appuyer ces compressions brutales imposées à VIA Rail.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Avant d'accorder la parole au député de Lachine—Lac-Saint-Louis, je dois informer les députés qu'en raison de la déclaration du ministre, la période des initiatives ministérielles sera prolongée de 15 minutes.

**M. Layton:** Monsieur le Président, le député de Humbler—Sainte-Barbe—Baie Verte reprend encore une fois le débat sur les subventions accordées à Via Rail. Ces subventions se sont élevées à plus de 600 millions de dollars en 1988 et on a ainsi versé pour les voyageurs sur certaines lignes des centaines de dollars par voyage. Le député souscrit à la motion qui a été adoptée par un comité en vue d'un moratoire sur les compressions à VIA Rail. Je veux donc savoir ceci: Comment le député se propose-t-il de financer tout cela?

**M. Tobin:** Monsieur le Président. . .

**M. Layton:** Non, je vais poser deux ou trois questions. Je sais qu'il tarde au député de pouvoir répondre à une autre question, mais je me demande vraiment quelle est la position de mon jeune ami sur cette question. Sait-il que chaque fois que nous augmentons notre dette nationale de 100 millions de dollars, c'est en définitive nos enfants et nos petits-enfants qui vont payer la note? À-t-il des salutations à proposer, autres que les mesures de gestion financière que le gouvernement prend, afin de réduire les dépenses du gouvernement et notre dette à l'avenir?

**M. Tobin:** Je tiens à dire à mon collègue qui n'est «plus des plus jeunes» et qui siège dans cette enceinte depuis 1984, que selon mon expérience depuis 1980, les gouvernements doivent un jour ou l'autre faire des choix. Je trouve tout à fait incroyable que mon vis-à-vis me demande comment nous allons financer tout cela. Les Canadiens se demandent comment il se fait que lorsque le gouvernement fait des choix, il n'hésite pas à dire à trois millions de Canadiens—selon les chiffres du gouvernement et non les miens—qui ont pris le train en 1988, qu'ils ne pourront plus le faire l'année prochaine, faute de services. Les Canadiens se demandent comment il se fait que le gouvernement n'hésite pas, d'une part, à retirer leurs services ferroviaires à trois millions de Canadiens pour épargner 600 millions de dollars par année, mais qu'il est disposé, d'autre part, à dépenser 1 milliard de dollars, afin de pouvoir donner à quelques Canadiens la possibilité de monter à bord de la navette spatiale américaine.

Le programme spatial coûte 1 milliard de dollars. Je vous donne simplement quelques exemples. Il a fallu dépenser 1 milliard de dollars, afin de faire élire le ministre de l'Environnement dans le cadre d'une élection partielle. Afin de donner son billet d'entrée à la Chambre des communes à une personne, le gouvernement n'a pas hésité à dépenser 1 milliard de dollars au cours de partielles. Pourtant, je n'entends pas nos vis-à-vis prétendre que c'est là un prix vraiment exorbitant à payer pour Lucien Bouchard. Nous pourrions, pour le même prix, transporter par train six millions de Canadiens, pendant deux ans.

• (1050)

Je dis que le député cherche à nous bernier en tentant de nous faire croire que 0,6 p. 100 de tout le budget fédéral représente une somme énorme pour mieux pouvoir nous demander ensuite où pratiquer des compressions pour financer ce service. Le comité a raison de dire que le gouvernement devra dépenser plus de 600 millions de dollars. Si le gouvernement veut que le Canada soit le seul pays à franchir le cap de l'an 2 000 sans train de voyageurs, fort bien. Qu'il ne se gêne pas. Qu'il oblige des millions de gens à prendre l'autoroute, qu'il congestionne encore d'avantage l'aéroport international de Toronto et les autres aéroports du pays. Qu'il pollue l'environne-